



CAC 40
8.025,8 points
0,8308 %



DOW JONES
46.903,59 points
0,9803 %



EURO/DOLLAR
1,157 \$
0,3757 %



ONCE D'OR
4.126,45 \$
1,0877 %



PÉTROLE (BRENT)
62,29 \$
-1,7043 %

DEVISES | EUR/GBP 0,8772 | EUR/JPY 180,4605 | EUR/CHF 0,9345 | GBP/USD 1,3188 | USD/JPY 155,943 | USD/CHF 0,8078
TAUX | €STER 1,924 | EURIBOR 3 MOIS 2,059 | OAT 10 ANS 3,3394 | T-BONDS 10 ANS 4,0637

Les Echos

Entreprises & Marchés

Distribution
Intermarché reprend
300 supermarchés
Auchan // PP. 14-15



La France revoit à la baisse ses scénarios de consommation électrique

ÉNERGIE

Amélie Laurin

Le secret de Polichinelle sera très bientôt rendu public. La France anticipe une consommation électrique moins forte qu'envisagée pour la décennie à venir. Le constat fait consensus au sein des réunions de concertation menées par RTE.

Exercice imposé par le Code de l'énergie, la mise à jour du bilan prévisionnel anticipe une demande d'électricité comprise entre 505 et 580 TWh dans l'Hexagone en 2035, indiquent plusieurs sources, qui confirment une information de Montel News. Soit entre 4 et 9 % de moins que l'estimation de 525-640 TWh publiée il y a deux ans.

Si la trajectoire basse de 505 TWh marque une progression de la demande, qui a atteint 449 TWh en 2024, « elle ne permet pas d'atteindre les objectifs climatiques et de réindustrialisation », prévient un bon connaisseur. « En revanche, l'hypothèse de 580 TWh reste compatible avec une décarbonation profonde ».

Cette nouvelle borne haute était il y a deux ans le plancher du scénario le plus optimiste parmi les trois présentés par RTE dans la fourchette de 525-640 TWh. L'entreprise codétenue par EDF, la Caisse des Dépôts et CNP Assurances prônait alors un quadruplement de la production d'électricité solaire et éolienne, pour répondre au plan climat européen.

Un sujet potentiellement lourd de conséquences

La nouvelle fourchette de RTE, plus resserrée qu'il y a deux ans, acte en tout cas la stagnation de la consommation électrique en France depuis deux ans. Celle-ci reste aussi inférieure de 6 % à la moyenne des années 2014-2019, avant le Covid. Le sujet est potentiellement lourd de conséquences pour les énergéticiens, alors que l'offre d'électrons est largement supérieure à la demande dans l'Hexagone.

RTE ne commente pas les chiffres qui circulent sur son bilan qu'il présentera « le 9 décembre ». L'encercle n'est pas totalement sèche, préviennent plusieurs participants. « Les nouvelles bornes de consommation



Le gestionnaire des lignes à haute tension RTE acte le retard de la demande électrique et de l'électrification des usages, à l'heure où le gouvernement remet la programmation énergétique du pays sur la table.

sont une enveloppe, dans laquelle des scénarios plus précis sont en cours de finalisation », explique une partie prenante, qui souligne que « RTE a changé de posture ». « Il est très prudent, alors qu'il était dans le passé très sûr de son analyse », précise la source. « L'exercice est beaucoup plus difficile que lorsque le mix énergétique ne bougeait pas beaucoup », confirme un autre participant, en référence au développement des énergies renouvelables, par nature intermittentes, « et de toute façon, personne ne croyait au scénario de consommation le plus optimiste ».

Les ambitions sont principalement revues à la baisse sur la demande industrielle, en raison des difficultés des usines françaises et des retards des projets d'électrification de la production. Et d'autre part, sur l'hydrogène à destination de l'industrie et des transports qui ne tient pas ses promesses.

Malgré la contribution attendue des data centers, d'autres facteurs pèsent : la sobriété héritée de la crise de 2022 perdue, les efforts d'isolation des bâtiments commencent à payer et, enfin, les ambitions sur les véhicules électriques sont remises en question. Face à ce constat, RTE proposera de nouvelles fourchettes de production pour chaque type d'énergie. Un exercice délicat

sachant que l'exécutif tergiverse lui-même depuis des mois sur la prochaine programmation pluri-annuelle de l'énergie (PPE3), une feuille de route nationale qui a opposé au Parlement les nucléaires aux pro-renouvelables. Le Premier ministre a promis, lundi, des « décisions avant Noël ».

Au moins sur la manière d'avancer. Roland Lescure, le ministre de l'Economie, a appelé, mardi à l'Assemblée nationale, à « enterrer la hache de guerre ». Il consulte les parlementaires sur le fond, notamment une possible baisse des objectifs pour le solaire et l'éolien offshore, la forme (décret, loi, débat

avec ou sans vote) et le calendrier possible, selon plusieurs sources.

Les travaux du gouvernement s'appuient notamment sur le bilan de RTE, la Bible des décideurs économiques pour préparer la France à la neutralité carbone. C'est-à-dire orienter le mix énergétique vers l'électricité locale et décarbonée, d'origine nucléaire ou renouvelable, au détriment du gaz et du pétrole. Ces énergies fossiles, néfastes au climat, représentent encore 61 % dans la consommation finale d'énergie du pays. Elles déséquilibrent aussi fortement la balance commerciale, avec 61 milliards d'euros d'importations l'an dernier. ■

Spatial Le groupe Eutelsat lance la dernière étape de son refinancement // P. 18

Terres rares La Chine veut une alliance avec le « Sud global » pour contrer les Etats-Unis // P. 29

Retrouvez l'Édito de de François Vidal tous les jours à 7h10

Les Echos sur RADIO CLASSIQUE

Stellantis table sur une hausse de 17 % de sa production en France

AUTOMOBILE

Guillaume Guichard

C'est un rebond qui tranche avec la morosité industrielle ambiante. Stellantis table sur une hausse de 17 % de sa production cette année par rapport à 2024, selon nos informations.

Le nombre de véhicules sortis des cinq usines d'assemblage du constructeur en France passerait ainsi de 565.000 à 661.000 en 2025. Cela reste encore loin des niveaux de 2023, année durant laquelle les usines hexagonales du groupe avaient produit 737.000 unités.

La production des sites français, présentée mardi aux représentants des salariés, varie en fonction des performances commerciales qui ont été mauvaises l'an dernier. Le groupe peine à regagner les parts de marché perdues. Certaines usines ont ainsi dû fermer quelques jours cet

automne pour écouler leur production. Mais de premiers signaux positifs sont à relever avec de bonnes ventes en Europe depuis la rentrée, avec notamment des immatriculations en hausse de 4,8 % en octobre.

« Certains établissements affichent des volumes prévisionnels en hausse depuis le dernier comité paritaire, notamment Hordain, Sochaux et Rennes, relève Laurent Oechsl, délégué syndical central CFE-CGC, dans un communiqué. D'autres devraient connaître des baisses de charge. »

Lancements de produits

Cela s'explique aussi par le rythme des lancements de produits. Cette année, Sochaux (Doubs) et Rennes tournent à plein régime grâce à la sortie commerciale, l'an dernier, des nouveaux SUV Peugeot 3008 et 5008. Rennes (Ille-et-Vilaine) revêt également avec le lancement, cette année, de la production du Citroën C5 Aircross.

En revanche, les usines de Poissy (Yvelines) et de Mulhouse (Haut-Rhin) se situent actuellement à un bas étage. Les modèles que produit la première, C3 Aircross et Opel Mokka, sont vieillissants. Ce site devrait par ailleurs se voir doté de nouvelles activités pour pallier les baisses de volumes, selon la CFE-CGC. Des précisions sur ce point sont attendues ce mercredi.

Le site alsacien, qui fabrique des berlines moins populaires que les SUV dans le marché d'aujourd'hui (les Peugeot 308 et 408), est aussi un peu à la peine. Même le restylage de la 308, et bientôt de la 408, ne devrait pas suffire à maintenir les volumes.

Sur un autre segment, celui des véhicules utilitaires, le site d'Hordain (Nord) a récupéré des volumes après la fermeture de l'usine anglaise de Luton, près de Londres. L'an dernier, le site nordiste avait par ailleurs souffert de problèmes d'approvisionnement qui avaient pénalisé sa production. ■

en marge

Tucker Carlson, ami de Trump, jette son dévolu sur l'or

Rien ni personne ne peut empêcher le déclin du dollar, pas même Donald Trump ! C'est ce que pense Tucker Carlson, ancien présentateur de Fox News, animateur préféré du président américain qui a en conséquence décidé de jeter son dévolu sur l'or et les métaux précieux en créant la société Battalion Metals. Un comble pour une figure du mouvement MAGA et une gifle pour Trump qui n'est pas étranger à la récente dépréciation du dollar. « Nous assistons à la fin de l'ordre mondial d'après-guerre, et beaucoup de choses que nous tenions pour acquises et pour toujours ne le sont plus », argumente l'ancien présentateur dans une interview rapportée par le « Wall Street Journal ». Selon lui les banques centrales sont « une arnaque » et le billet vert est « condamné » à perdre son rôle dans l'économie internationale. La société lancée par Tucker Carlson propose à la vente des pièces, des lingots et d'accompagner les Américains qui souhaitent investir dans les métaux précieux via leurs comptes d'épargne retraite (IRA). Elle permet aux clients de commander de l'or physique à domicile et propose aussi un service de stockage. Battalion Metals affiche des pièces d'une once à des prix situés entre 2 % et 5 % au-dessus des cours sur les marchés à terme.

La démarche de Tucker Carlson n'a rien d'original, les Américains sont matraqués de publicités pour des services similaires sur les chaînes télévisées. L'ex-vedette de Fox News assure même avoir été approchée par certaines sociétés qui lui auraient proposé 20 millions de dollars pour devenir leur égypte. — Etienne Goetz